

18 FÉVRIER 2024

LA CONVENTION

RETROUVONS
LE PEUPLE !

LE MANIFESTE



Le Parti
socialiste

LA CONVENTION

RETRouvONS LE PEUPLE !

LE MANIFESTE

“Retrouvons le peuple”, c’est d’abord une ambition.

C’est aussi un processus démarré en 2018 avec le Bilan du quinquennat Hollande, pour se demander ce qui avait manqué, ce qui avait fait que les électeurs notamment issus des classes populaires avaient délaissé le bulletin socialiste dans les urnes. C’est ensuite une convention du PS, initiée au lendemain du Congrès de Marseille et qui a vu se dérouler pendant 10 mois, partout en France, ateliers citoyens, auditions d’experts, questionnaires sur les marchés ou en porte à porte, au grès des matchs de foot et des rencontres d’appartement.

C’est enfin, après cette convention, un nouvel élan pour le Parti socialiste qui lancera des ateliers populaires partout en France pour écouter et faire part de sa nouvelle démarche.

Pour mener à bien ces retrouvailles avec le peuple, il nous a fallu – à l’image de ce que Pierre Rosanvallon avait tenté avec le Parlement des invisibles – “raconter la vie”, partir de l’expérience vécue des classes populaires qui sont au fondement du Parti socialiste et constituent aujourd’hui comme hier le cœur de sa force militante, aller partout en France, pour (re)tisser des liens entre celles et ceux qui pensent souvent injustement que le Parti les a oubliés et qui n’attendent parfois qu’un geste, qu’une oreille tendue, un clavier ou un stylo pour participer de nouveau à l’écriture d’un récit collectif et aux luttes pour demain.

Qui oserait dire que les principes républicains "Liberté, Égalité, Fraternité" érigés aux frontons de nos mairies sont encore la boussole de la France d'aujourd'hui ? Une part croissante de nos concitoyens et concitoyennes se sent en effet en périphérie de la société. Et la société, en retour, les punit d'être en périphérie.

Ouvriers, employés, travailleurs précaires, chômeurs, agriculteurs, jeunes sans diplômes ni emploi, étudiants précaires, mères de familles monoparentales, seniors privés de soutien et de travail à quelques années de la retraite, personnes âgées isolées : à mesure que le libéralisme impose ses ravages et dresse les individus les uns contre les autres au nom du profit, la liste s'allonge.

Il y a celui ou celle qui n'habite pas au "bon endroit", dans un quartier populaire, dans un vieux bassin industriel en crise, dans une commune rurale excentrée, dans une petite ville en déclin isolée, dans une couronne périurbaine éloignée. Il y a celui ou celle qui n'aurait pas la bonne couleur de peau. Il y a celui ou celle qui ne montrerait pas qu'il ne fait pas assez pour sortir de ce qu'ils appellent à tort "l'assistantat".

Beaucoup d'entre nous se vivent comme des citoyens de seconde zone. Ils sont pourtant majoritaires dans la population française. Les salariés et ouvriers, sans compter les retraités issus de ces catégories, représentent 52% de la population française. En milieu rural, les classes sociales les plus représentées sont les ouvriers agricoles. Majorité sociale mais minorité politique : cela ne peut plus durer.

Nous, socialistes, croyons qu'il n'existe que des concitoyens d'égale dignité. C'est à la société tout entière de s'en assurer.

Voilà ce que nous entendons réaffirmer : il est temps, pour notre pays, de retrouver le peuple, c'est-à-dire de le remettre au centre de la politique, celle au sens noble, celle au service des autres.

Le peuple, c'est-à-dire chacune et chacun, et en particulier celles et ceux que l'on désigne sous le nom de classes populaires. Ils ne se reconnaissent peut-être pas dans ce nom, mais partagent une même expérience de vie : ne bénéficier d'aucune rente, n'avoir que sa force de travail pour vivre.

Nos aspirations sont communes : nous voulons tous nous imaginer un avenir, trouver notre voie, être fiers du travail accompli, nous sentir à notre place, reconnus à notre juste valeur. Nous souhaitons toutes et tous pouvoir compter sur nos proches, passer du temps avec celles et ceux qui nous sont chers, voir nos enfants grandir et vivre mieux que nous n'avons vécu. Tous, nous voulons gagner en dignité et vivre en liberté.

Mais pour s'imaginer un avenir, il faut des conditions matérielles d'existence garanties.

Or, pour les classes populaires et une part grandissante des classes moyennes, ces conditions

se dégradent. Le travail ne paie plus ou pas assez. Les tâches sont à accomplir toujours plus vite, plus mal, jusqu'à la maltraitance. Le sens du travail, la fierté au travail, le soin de l'autre ont été remplacés par les cadences, le management brutal et vertical, la recherche du profit à tout prix, quand le travail n'est pas tout simplement atomisé, "ubérisé", fragmenté. L'accès pour tous et toutes à un logement décent s'éloigne, parce que les prix sont devenus inaccessibles. Des renoncements dégradants s'imposent : on en vient à devoir choisir entre se nourrir ou se loger, se chauffer, se vêtir décentement, à se priver de sorties avec les enfants pour pouvoir tenter de finir le mois. Cette situation inextricable pour un nombre grandissant de Françaises et Français, génère des souffrances qui cèdent le pas aux angoisses, qui se mêlent à un sentiment diffus d'humiliation, de honte, qui peut très vite enfermer dans un cercle vicieux où l'espoir s'éloigne. Les jours heureux ne peuvent pas être réservés aux autres.

Face à cette situation, ceux qui nous gouvernent exigent toujours plus des premiers de corvée pour faire des cadeaux aux premiers de cordée.

Ils exonèrent les plus riches de tout ce qu'ils doivent au commun, à la société, au nom du ruissellement dont nous attendons encore les effets). Ils transfèrent le poids de leur politique sur tous les autres, générant toujours plus de pauvreté, noyant toujours plus d'entre nous sous des injonctions contradictoires.

Ils en appellent aux efforts de chacun, augmentant les franchises médicales ici, repoussant l'âge de la retraite là, tout en détricotant les services publics.

L'école craque, abandonnée. Les quelques pansements cosmétiques, à grands renforts d'intelligence artificielle et d'uniformes, peinent à masquer tous les coups qu'ils ont portés au système éducatif.

L'hôpital et les systèmes de soins s'effondrent, abandonnés. La pandémie de Covid-19 avait pourtant bien rappelé combien les femmes et les hommes qui travaillaient auprès des malades et des plus vulnérables étaient indispensables à toute la société.

Après la guerre, les services publics ont été pensés pour libérer de la peur de l'avenir et pour le préparer ensemble, en société. Cette excellence partagée faisait notre fierté. La protection sociale est désormais réduite au rang de « filet de sécurité ». Beaucoup renoncent à y recourir et à bénéficier de leurs droits.

Comment en sommes-nous arrivés à penser que bénéficier de la protection sociale et des services publics était honteux alors qu'ils permettaient l'émancipation et la vision à long terme ?

Ceux qui nous gouvernent, enfin, lèvent les contrôles sur ceux qui ont déjà tout, au nom d'un potentiel qui ne demanderait qu'à éclore tout en renforçant le contrôle de ceux qui n'ont pas grand-chose, sous prétexte qu'ils pourraient avoir "trop", qu'ils en "profiteraient".

L'Etat n'est plus aux côtés de tous, il est faible avec les forts et dur avec les plus faibles.

Dans ce contexte de paupérisation des classes populaires, faire front pour porter une parole commune, un récit unificateur, doit être notre ligne de conduite.

Or cette parole semble confisquée par celles et ceux qui prétendent parler à la place des classes populaires et en premier lieu par l'extrême-droite, sans jamais défendre leurs intérêts et leurs droits quand ils votent : contre l'augmentation du SMIC, contre la taxation des superprofits pour financer la reconstruction des services publics, contre la régulation des appartements meublés touristiques "Airbnb" pour répondre à la crise du logement, contre la régulation de l'installation des médecins pour pallier la désertification médicale, etc.

Ces dernières années pourtant, des mouvements populaires se sont manifestés, criant l'injustice et appelant à la dignité et à la reconnaissance. Les Gilets Jaunes sur les ronds-points, les manifestants dans la rue contre la réforme des retraites, ceux qui ont exprimé un sentiment d'humiliation et de brutalité vécu par l'action des forces de l'ordre dans les quartiers populaires. Nous en avons parlé mais nous n'avons pas été entendus.

Il ne semble d'ailleurs jamais avoir été question de débattre de nos intérêts communs. Le débat public préfère prêter au peuple des opinions toutes faites, et ces opinions ont souvent à voir avec des formes d'égoïsme, d'intolérance et de ressentiment.

Nous voyons les mères célibataires être pointées du doigt lorsque leurs enfants divaguent, parce qu'elles ne les tiendraient pas, alors qu'elles tiennent 100% de leur foyer là où les couples sont à 50/50. On les pointe du doigt parce qu'à 50% des forces elles n'accomplissent pas toujours 110% des tâches. La solidarité est pourtant bien plus présente chez ceux qui ont moins que chez ceux qui ont tout. Mais on préfère dire que les classes populaires "souhaitent" moins de droits pour ceux qui sont encore plus en difficulté, alors qu'elles aspirent surtout à plus de justice sociale et à des services publics qui fonctionnent. On préfère affirmer qu'elles n'aiment pas les étrangers et veulent s'en protéger, même si nombre d'entre elles viennent de familles issues de l'immigration.

En ne donnant la parole qu'à une poignée de gens dont la colère et l'aigreur prennent le pas sur l'analyse des racines de l'injustice et se retournent contre l'altérité, on dépossède toutes les autres de leur parole. Ils ne sont pourtant qu'une minorité bruyante au sein d'une majorité silencieuse.

Il nous faut donc être toujours plus clairs là-dessus : l'extrême droite se sert de la colère du peuple pour servir les intérêts des plus forts, contre les classes populaires.

À nous de porter ces voix-là.

À nous de retrouver le grand oublié de la politique actuelle : le peuple.

**C'EST LE PROJET
DES SOCIALITES.**

Retrouver le peuple, c'est ainsi aborder les grands enjeux du siècle à la lumière des intérêts de tous et en premier lieu de ceux qui ont le plus besoin du commun : les classes populaires. Lorsque ces grands enjeux, et en particulier l'accès aux droits, sont pensés avec comme point de départ le point de vue et le besoin des plus démunis, alors ils sont mieux pensés et mieux adaptés pour s'appliquer plus largement. Car ce qui affecte les classes populaires finit toujours par affecter l'ensemble de la société.

C'est en écoutant et en considérant la parole de celles et ceux qui en sont privés que nous pourrions changer la vie.

Retrouver le peuple c'est donc proposer un chemin de liberté pour la société toute entière.

COMMENT EMPRUNTER CE CHEMIN ?

Il implique avant tout de sortir de l'idée que la performance individuelle est la seule façon d'accéder à l'avenir. Ce n'est rien d'autre qu'une fiction.

Cette fiction raconte que le futur est réservé à ceux qui se vivent comme les entrepreneurs de leur propre vie, aux dépens de celles des autres.

Elle prétend déterminer la valeur de toute chose, mais elle sert surtout aux puissants à justifier leur maîtrise de l'avenir, celui qu'ils désirent pour maintenir leur pouvoir, alors que les autres doivent se battre pour espérer en avoir un. Elle prétend améliorer la vie. Elle est pourtant en train de détruire les conditions de la vie même.

Cette fiction ne tient plus et ses conséquences s'étalent au grand jour : elle aggrave les inégalités, elle détruit les services publics et génère du désordre social. Elle rend la Terre inhabitable et génère du désordre écologique. Avec elle, tout se vend, tout s'achète et tout devient jetable.

Le temps est venu d'écrire une nouvelle histoire collective.

Cette histoire, nous affirmons que nous avons la ressource pour la produire.

Nous avons, socialistes, d'abord imposé la semaine de quarante heures et les conventions collectives aux puissants. Nous avons participé au compromis qui a donné naissance à la Sécurité sociale et mis en place, après les deux semaines de congés payés en 1936, la troisième en 1956 et la cinquième en 1982, le RMI (devenu le RSA) en 1988, les 35 heures en 2000, inscrit l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

dans la loi, ou créé la garantie contre les pensions alimentaires impayées, pour ne citer que quelques uns des progrès qui nous ont fait gagner du temps et de la vie.

Mais il est arrivé aussi que les socialistes s'en éloignent et regardent les problèmes du monde en écoutant d'abord ce que les puissants avaient à en dire. Et à chaque fois qu'il a agi de cette façon, le Parti socialiste s'est perdu. Il a perdu sa boussole, et, in fine, il a perdu la confiance des Françaises et des Français.

Ce n'est pas, comme on le dit parfois, qu'il manquerait des classes populaires au Parti socialiste pour faire valoir ces intérêts ou les rappeler aux oreilles de dirigeants incapables de sortir d'eux-mêmes. Notre formation a d'ailleurs toujours compté, parmi ses militants, des femmes et des hommes de toutes conditions sociales. Nous avons aujourd'hui besoin de créer un cadre qui obligera notre parti à consolider l'importance et l'attention qu'on leur accorde et le suivi des politiques mises en place, parce que l'important n'est pas ce que le Parti socialiste est, mais ce qu'il dit et ce qu'il fait, et la consistance entre les deux.

Ce n'est pas non plus, comme on l'entend souvent, parce que les socialistes auraient renoncé à mener des combats « sociaux » pour leur préférer des progrès « sociétaux » qu'il leur est arrivé de perdre la confiance des classes populaires. Que certains aient pu le penser, le théoriser et l'écrire, c'est une chose ; qu'ils aient songé en faire une stratégie de conquête et d'exercice du pouvoir n'engageait qu'eux. Cette orientation et cette distinction absurde n'a jamais été, et ne pourra jamais être l'orientation du Parti socialiste.

Toutes et tous, et surtout les classes populaires victimes de discriminations, nous aspirons à l'égalité et à la reconnaissance. Nous refusons la guerre des identités autant que l'uniformisation de tous. Nous voulons l'émancipation pour chacune et chacun, dans son intégrité d'être unique autant que

comme partie intégrante de notre société. Ceux qui souhaitent la guerre des identités courent derrière la droite ou s'en font les idiots utiles. Pour nous, socialistes, cette dualité est une impasse. Nous pouvons en sortir en nous retrouvant sur ce qui est commun, ce qui se partage.

Cette ligne est exigeante, mais c'est la nôtre, la seule possible.

Retrouver le Peuple, c'est d'abord aller comprendre de l'intérieur les tensions, les rapports de force que subissent ceux qui n'ont pas grand-chose, pour faire surgir ensemble du commun et arracher de nouvelles conquêtes sociales.

Les classes populaires d'aujourd'hui comportent mille visages, mille pratiques. Ils et elles sont venus témoigner lors de la convention. Les précarités sont mises en concurrence par le libéralisme. Pourtant, il y a des points communs entre les demandeurs d'emploi, les travailleurs pauvres, les retraités démunis, et même une fraction grandissante des classes moyennes, diplômées mais de plus en plus fragilisées, et oui, il y a tant de points de partage entre les quartiers populaires et le monde périurbain. Ils sont dans les batailles à mener pour vaincre les injustices subies par tant de Français.

A la nostalgie des grandes heures du combat entre classes sociales définies et organisées, nous voulons opposer la lucidité. C'est l'étape nécessaire pour trouver et montrer les intérêts communs. Il ne s'agit pas de ressusciter le monde d'avant mais de regarder en face ce qui divise les classes populaires aujourd'hui, ce qui les a divisées et en quoi elles sont divisées.

Car cette division ne vient pas de nulle part : elle est produite par le libéralisme. Il a renforcé la division du travail. Des métiers ont disparu, d'autres ont émergé. Les individus et les territoires ont été mis en concurrence les uns avec les autres. Le libéralisme a acquis sa domination en imposant ses normes, sa morale, sa fiction de la performance.

Les nantis et les puissants le savent. Leur conscience collective se renforce à chaque fois que leur pouvoir augmente, et ce mouvement les éloigne toujours un peu plus de la société : sortir leurs enfants de tout enseignement public, de la maternelle au supérieur, mettre en place l'isolement de leurs villes et territoires. Il faut regarder dans les yeux ce séparatisme qui ne dit pas son nom mais que les élites de notre pays ont adopté. « La lutte des classes existe, et nous l'avons gagnée » disait le milliardaire américain Warren Buffet. Hommage du vice à la vertu.

Décrire le séparatisme des riches est une étape, mais ce n'est qu'une étape.

Certains s'arrêtent là et alimentent leur récit d'un peuple uniforme et homogène, menacé par le haut et par le bas dont il faudrait défendre une prétendue pureté. Ce récit est celui de l'extrême droite, qui tire profit du désordre libéral. Elle est aussi servie par le macronisme, qui se compromet en reprenant désormais ses mots en plus de ses idées pour se maintenir au pouvoir, et s'en prend continuellement à ceux qui auraient besoin de la solidarité, pour servir ceux qui n'ont besoin de rien.

D'autres s'arrêtent à cette dénonciation du désir séparatiste des élites parce qu'ils pensent que la seule manière de construire un peuple, c'est la conflictualisation du débat. À leurs yeux, les mots et leur colère sont la seule voie possible. Pour eux, il n'existe aucun compromis social possible : ils ne connaissent ni intérêt général ni projet pour l'ensemble de la société qui partirait des classes populaires. Avec la gauche radicale, nous pouvons trouver des points

de convergence et porter des combats communs. Il nous est arrivé de le faire et nous continuerons. C'était le sens de l'accord de la NUPES, et cela n'a jamais effacé nos différences, nos désaccords. Au-delà du constat du séparatisme des riches, au-delà de la colère légitime, pour espérer changer la vie, il faut une autre étape.

Pour retrouver le peuple, nous devons repartir de tous les empêchements du quotidien, de toutes les souffrances que nous pourrions empêcher, et qui touchent particulièrement les plus faibles d'entre nous, pour les porter et les lever. Nous devons des réponses à toutes celles et ceux qui ont le sentiment que le train s'accélère et qu'ils en sont éjectés, pour qu'ils puissent construire dans notre parti, ou avec lui, les chantiers de demain. Ces réponses doivent porter prioritairement sur le travail, les services publics, la fiscalité.

LE TRAVAIL

Le travail ne paie pas et n'est pas reconnu à sa juste valeur. C'est une injustice qui se répète chaque mois pour tous les travailleurs sous-payés, surexploités et leurs familles. C'est en particulier le cas dans les métiers du soin et du lien, occupés en majorité par les femmes. Nous devons donc rémunérer les travailleuses et travailleurs à hauteur de leur utilité sociale. Nous réclamons ainsi une augmentation du SMIC, une conférence sur les salaires et une grande conférence nationale sur le partage de la valeur ajoutée, le rattrapage des minimas dans les branches en-dessous du SMIC, le plafonnement des dividendes, l'encadrement des écarts de salaires de 1 à 12 pour que personne ne puisse gagner en 1 mois ce que d'autres gagnent en 1 an ou en une vie, pour un rééquilibrage du profit au sein des entreprises, capté aujourd'hui par les détenteurs du capital.

Les conditions de travail se dégradent, la souffrance au travail, la perte de sens n'ont jamais été aussi fortes. En matière de morts au travail, la France est l'un des plus mauvais élèves en Europe. L'amélioration de la qualité de vie au travail doit être une priorité, la santé au travail un impératif qui passe par une meilleure reconnaissance et prévention du harcèlement et du burn-out, et plus largement des risques psychosociaux mais aussi par le rétablissement des CHSCT pour que les salariés puissent faire valoir leurs droits et porter leur expérience. Les travailleurs des plateformes, qui comptent parmi les plus précaires, ne sont toujours pas protégés. Nous plaçons pour qu'il n'y ait pas de rémunération et de protection sociale associée inférieure au smic horaire et nous soutenons le combat porté en Europe par les sociaux-démocrates pour imposer la «présomption de salariat» avec des critères pour la définir. Les seniors en fin de carrière ne sont plus que 30% à occuper un emploi. Le gouvernement réduit pourtant leurs droits. Nous exigeons que l'Allocation spécifique de solidarité soit maintenue. Et nous proposons l'instauration d'un temps partiel des seniors, le renforcement de l'accompagnement des salariés en deuxième partie de carrière. Ce sont là quelques exemples : notre responsabilité est de réguler, pour remettre de la justice sociale dans le travail, et de mieux répartir le pouvoir au sein des entreprises, en renforçant notamment la place des salariés dans les conseils d'administration et dans les comités de rémunération.

Les services publics et l'aménagement du territoire

Nos services publics sont abandonnés. Il nous faut rompre avec l'idée que tout s'achète et tout se vend, que le profit à court terme est la seule boussole possible. Nous avons à différencier ce qui relève du marché de ce qui n'en relève pas, et à définir ce qui relève du bien commun et se donner les moyens de le préserver. Par exemple, pour le système de soins, nous demandons la sortie de l'hôpital-entreprise : il est temps de mettre

fin à la tarification à l'acte, en revenant à une dotation de l'Etat tenant compte des besoins locaux de santé et en recentrant l'hôpital sur ses missions essentielles, tout en continuant à recruter des personnels de santé et à mener la lutte contre les déserts médicaux. Plus globalement, il s'agit de réinventer des services publics de proximité qui couvrent les nouveaux besoins et de placer la relation à l'usagère et à l'usager au centre de la modernisation.

Les territoires sont mis en concurrence les uns avec les autres. Nous avons à porter un plan d'investissement massif pour mieux desservir les territoires, contribuer à relocaliser l'activité grâce à une politique offensive, pour soutenir l'emploi en zone rurale tout en portant la transition écologique.

La fiscalité profite aux plus riches : il est temps de mener à bien la grande réforme fiscale que nous appelons de nos vœux. Il est temps de remettre de la justice face à l'impôt et à la taxe, pour redonner de la densité au consentement à l'impôt de tout un chacun.

Les discriminations se croisent et s'accumulent, selon le genre, l'origine, l'âge, la condition sociale ou le lieu d'habitation : nous voulons être intraitables sur le sujet.

Répondre à ces empêchements du quotidien ne suffira pas.

Il nous faut aussi miser sur la possibilité de l'espoir : accompagner les aspirations, les attentes des Français, leur désir d'autonomie, d'émancipation en nous battant pour permettre à tous d'avoir accès à la vie large, afin qu'elle ne soit plus réservée à quelques-uns.

L'ÉDUCATION

Pour l'émancipation, pour l'espoir, nous n'avons aucune meilleure arme que l'éducation.

C'est notre premier levier : aider chacun à réussir et à se relever lorsqu'il chute. Nous voulons imposer la mixité sociale, en contraignant les établissements privés à respecter la carte scolaire et à accueillir tous les publics comme les établissements publics, mais en donnant les moyens à cette mixité comme à l'inclusion des élèves porteurs de handicaps, d'être une possibilité d'épanouissement pour nos enfants et non une juxtaposition vidée de sens, voire pleine de souffrances pour les uns et pour les autres.

Nous voulons aussi renforcer l'éducation populaire dans son rôle et ses moyens, car jamais l'école ne suffira pour développer la curiosité et l'épanouissement des enfants et tout au long de la vie, nous avons besoin de l'éducation populaire pour permettre à chacun de naviguer de temps en temps hors des sentiers battus et se découvrir.

De nouvelles ressources sont aussi à inventer et à imaginer. Un capital républicain - une dotation versée en priorité à celles et ceux qui quittent prématurément le système scolaire pour financer leur projet professionnel (formation, création d'entreprise, passage du permis de conduire) - permettrait ainsi d'élargir le champ des possibles pour celles et ceux d'entre nous qui ne sont pas des héritiers ou ne peuvent être soutenus par leur famille.

LA DÉMOCRATIE ET LA RÉPUBLIQUE

Ce ne sont là que quelques exemples qui témoignent de notre ambition collective et du chemin à poursuivre pour porter la voix des catégories populaires. Aujourd'hui, l'enjeu est de mobiliser le plus grand nombre, fortement et moins fortement concernés, pour nous battre et l'obtenir.

Les expériences de vie doivent être notre premier guide. C'est la méthode utilisée pour cette convention, et nous tâcherons de la maintenir comme une colonne vertébrale de notre travail commun. Il nous faudra continuer à aller au-devant des Françaises et des Français, en les interrogeant sur ce qu'ils espèrent, ce qu'ils attendent, rendre visibles ces expériences et montrer qu'elles sont partagées. Cette richesse faite d'expériences de vie, nous ne devons jamais arrêter de nous en inspirer.

Nous aurons ensuite à faire un travail d'ouverture de notre démocratie et de nos institutions aux classes populaires.

Les hommes et les femmes considérés comme faisant partie des classes populaires sont acteurs et actrices de leur vie et construisent déjà leurs revendications. Nous devons être à leurs côtés. Nous voulons que notre parti soit un porte-voix, un levier pour peser dans les rapports de forces, les lois et les compromis sociaux qui nous permettront, à tous, de vivre dans un pays qui aura retrouvé son peuple.

Notre responsabilité sera aussi de réformer les institutions et de penser à un nouveau mode d'organisation démocratique qui permette à cette parole d'être écoutée et entendue, autrement que le jour des élections. Pour défendre la démocratie représentative, il faut la transformer, il faut que chacun se sente représenté. Pour exercer le pouvoir, il faut le partager.

CE CHEMIN IMPLIQUE ÉGALEMENT DE TRANSFORMER NOTRE PARTI.

Lorsqu'on a l'ambition de changer la société, il faut donner l'exemple et commencer par se

changer soi-même. Écouter ne suffit pas, il faut aussi construire avec ceux qui, même s'ils en ont peu, donnent de leur temps à la recherche d'un meilleur commun. Nous devons revoir nos modes d'organisation et de désignation pour donner davantage de place aux militants qui ont peu de moyens, peu de temps, ou ni l'un ni l'autre mais une réelle volonté de changer le monde, d'avoir la place qu'ils méritent, l'écoute qu'ils méritent. Nous devons nous former et former, renoncer au misérabilisme, valoriser les expériences de vie qui ne coïncident pas forcément avec les expériences d'élus.

Ce chemin est le seul possible si nous voulons proposer en 2027 une alternative qui donne à nouveau l'espoir de changer la vie. Les scrutins de 2026 en seront la première étape.

Commune par commune, nous élaborerons listes et programmes pour des villes, villages, quartiers populaires, péri-urbains, périphériques, ruraux...

C'est une route pleine d'obstacles. Même s'ils font de moins en moins illusion, les libéraux continueront de justifier leur défense de l'ordre établi et des inégalités en expliquant qu'ils sont les seuls à offrir un chemin de liberté à tous. Mais nous le savons : la seule liberté qui compte pour eux, c'est la leur. Il nous faudra prouver à nouveau que l'égalité est un levier de liberté.

L'urgence est d'autant plus grande que l'extrême droite, banalisée et notabilisée par le pouvoir, capitalise sur les compromissions des libéraux. Ses obsessions, si télévisuelles, ont gagné du terrain. Seule la gauche peut lui en faire céder. C'est en menant avec force ces combats que nous pourrons combattre le désespoir de toutes celles et ceux qui ne se sentent ni reconnus ni écoutés, et se détournent des urnes.

Cette route, nous ne la traçons pas seuls. Les cahiers de doléances, issus du mouvement des Gilets Jaunes, nous informent. Les sciences sociales nous éclairent. Les organisations syndicales, les mouvements d'éducation populaire, les acteurs de la société civile, les collectifs formels et informels, font valoir ces intérêts, les structurent et les défendent, en entreprise ou dans les administrations, dans les quartiers urbains comme dans les communes rurales, sur les places et dans la rue... c'est avec eux, avec toutes celles et ceux qui se lèvent, que nous pourrons à nouveau changer la vie.

C'est fort de tout cela que nous pourrons avancer, avec toutes les bonnes volontés. Nous devons nous battre contre tous ceux qui nous empêchent d'être une société éclairée, solidaire, vivante, libre. Nous devons nous retrouver, toutes et tous, pour le bien de tous.

Pour notre pays, il est temps de retrouver le peuple.